

N° 178 - Juin 2026

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Photo : DR

MONDIAL 2026









UNE COMPÉTITION SOUS LE SIGNE DU CHANGEMENT

FIFA
WORLD CUP









À PARTIR DU 29 MARS 2026

DEPUIS LA FRANCE, CONNECTEZ PLUS FACILEMENT ABIDJAN AVEC NOS NOUVEAUX HORAIRES

PARIS - ABIDJAN ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
08h00	12h40							
11h55	16h35							

ABIDJAN - PARIS ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
14h40	23h20							
22h15	06h55							

1-800-000000

PS : Horaires exprimés en heure locale



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Alfred AKASSIMADOU - Landry ANUARITE
Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO
Redouane BENALI - Kokouvi EKLOU

Directrice Marketing

Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

L'AFRIQUE À LA COUPE DU MONDE : L'IMPORTANT, C'EST DE... GAGNER

Pendant trop longtemps, le football africain a célébré ses participations à la Coupe du Monde comme des victoires en elles-mêmes. Chaque qualification était vécue comme un accomplissement, chaque huitième de finale comme un exploit, chaque quart de finale comme un rêve devenu réalité. Mais à force de se satisfaire de ces étapes intermédiaires, l'Afrique a fini par installer une forme de plafond psychologique sur ses ambitions. Il est temps de changer de logiciel. Et la demi-finale du Maroc en 2022 au Qatar doit plaider pour. L'objectif de l'Afrique à la Coupe du Monde ne doit plus être simplement d'y être présente. Il doit être de la gagner. Cette affirmation peut sembler audacieuse. Certains la jugeront irréaliste. Pourtant, aucune nation qui a marqué l'histoire du football n'a bâti son succès en se fixant des objectifs modestes. Les grandes puissances du football mondial ne participent pas à la Coupe du Monde pour faire bonne figure. Elles y vont pour soulever le trophée. Pourquoi l'Afrique devrait-elle penser différemment ? Et le baron Pierre de Coubertin n'en voudra pas aux Africains d'être ambitieux. L'essentiel n'est plus de participer, mais de gagner.

Le continent ne manque ni de talent, ni de passion, ni de potentiel. Depuis des décennies, les joueurs africains brillent dans les plus grands clubs européens. Ils remportent des championnats, des Ligues des champions, des distinctions individuelles. Ils sont parmi les meilleurs à leur poste. Pourtant, lorsque vient le moment de représenter leurs nations, le discours change. Les ambitions se réduisent. On parle de sortir des poules, d'atteindre les huitièmes ou de réaliser un « parcours honorable ». C'est insuffisant !

Le parcours historique du Maroc lors de la Coupe du Monde 2022 a démontré qu'une sélection africaine pouvait rivaliser avec l'élite mondiale. En atteignant les demi-finales, les Lions de l'Atlas ont fait tomber plusieurs barrières mentales. Ils ont prouvé qu'une équipe africaine pouvait battre des nations européennes majeures, gérer la pression des grands rendez-vous et s'inviter parmi les quatre meilleures équipes du monde. La prochaine étape n'est donc plus d'atteindre les demi-finales. Elle est de jouer une finale. Puis d'en gagner une.

Pour cela, l'Afrique doit assumer pleinement une réalité : le très haut niveau se construit dans le très haut niveau. Les sélections africaines qui nourrissent de grandes ambitions doivent pouvoir compter sur un noyau important de joueurs évoluant dans les championnats les plus compétitifs du monde. La Premier League, la Liga, la Bundesliga, la Serie A ou encore la Ligue 1 française offrent un environnement où l'exigence est quotidienne. Les joueurs y développent une culture de la vic-



La Coupe du monde 2026 est organisée conjointement aux États-Unis, au Mexique et au Canada. (Ph. DR)

toire, une maîtrise tactique et une expérience des grands rendez-vous qui deviennent précieuses en sélection.

Ce constat n'est pas une critique du football africain local. Au contraire. Les championnats nationaux doivent continuer à se développer et à former les talents de demain. Mais la réalité actuelle du football mondial est que les futurs champions du monde évoluent majoritairement dans les meilleures ligues de la planète. L'Afrique ne peut ignorer cette évidence si elle veut franchir le dernier palier.

Plus encore, l'Afrique doit cesser d'accepter les récits limitants qui entourent ses performances. Chaque édition de la Coupe du Monde est souvent accompagnée d'un discours paternaliste : « l'Afrique progresse », « l'Afrique apprend », « l'Afrique se rapproche ». Comme si le continent était condamné à être éternellement l'élève du football mondial. Or, les élèves d'hier sont parfois les maîtres de demain.

L'histoire du sport est remplie de nations qui ont osé viser plus haut que ce que les observateurs leur accordaient. Elles ont été moquées avant d'être admirées. L'Afrique doit désormais entrer dans cette catégorie. Elle doit regarder les champions du monde dans les yeux et considérer leur succès non comme un modèle inaccessible, mais comme un objectif atteignable : participer est un privilège, compétition est une obligation, gagner doit devenir une obsession.

L'Afrique n'a plus besoin d'une place à la table des grands. Elle y est déjà. Le moment est venu de réclamer le trophée.

Malick Daho

DOSSIER



Santé - RDC

EBOLA : LE RISQUE ÉPIDÉMIQUE « EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANT » EN RD CONGO ET EN OUGANDA

L'épidémie de maladie Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique extrêmement contagieuse, poursuit sa progression en République démocratique du Congo (RDC) avec 300 morts sur un millier de cas suspects, selon un dernier bilan du ministère de la santé.

La RDC a déclaré, le 15 mai 2026, une épidémie de maladie Ebola causée par le virus Bundibugyo, contre lequel il n'existe aujourd'hui ni vaccin, ni traitement spécifique, et qui présente un taux de létalité allant jusqu'à 50 %. L'OMS a déclenché une alerte sanitaire internationale.

Ebola a tué plus de 15 000 personnes en Afrique au cours des cinquante dernières années avec une mortalité fluctuant entre 25 % et 90 %, selon l'OMS. L'épidémie la plus meurtrière en RD Congo, vaste pays d'Afrique centrale comptant plus de 100 millions d'habitants, avait fait près

de 2 300 morts pour 3 500 malades entre 2018 et 2020.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est exprimé lors d'une conférence de presse sur l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo et en Ouganda, à Genève, le 20 mai 2026. Il a évoqué une situation « extrêmement préoccupante » en RD Congo où l'épidémie d'Ebola se propage rapidement. Selon lui, le risque de propagation du virus d'Ebola, passe d'élevé à « très élevé », le niveau d'alerte maximal.

À l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), le labora-

toire de référence de la République démocratique du Congo, les équipes sont à pied d'œuvre pour tenter d'endiguer l'épidémie d'Ebola dans l'est du pays (provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu).

Sur le terrain, les équipes tentent de remonter le fil des cas contact. Selon les autorités, le premier malade identifié est un infirmier décédé quelques jours après s'être présenté avec de la fièvre et des vomissements dans un centre de santé de Bunia, le chef-lieu de la province de l'Ituri, le 24 avril 2026.

Pour le professeur Jean-Jacques



DOSSIER

Une dizaine de pays africains bientôt touchés par Ebola

Dix pays africains risquent d'être touchés par le virus Ebola, en plus de la République démocratique du Congo (épicode de l'épidémie) et de l'Ouganda, a mis en garde l'Agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC).

La menace est claire. Jean Kaseya, président de l'Africa CDC, s'exprimant le 23 mai 2026 depuis l'Ouganda sur la situation sanitaire en Afrique face à l'épidémie d'Ebola, a prévenu : « *Nous avons dix pays à risque* ».

Dans le détail, ces pays sont le Soudan du Sud, le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Congo-Brazzaville, le Burundi, l'Angola, la Centrafrique et la Zambie. Tous, à l'exception de l'Éthiopie, sont limitrophes de la République démocratique du Congo et/ou de l'Ouganda, déjà touchés.

En RD Congo, on compte désormais un millier de cas suspects et 300 décès probablement causés par la maladie, selon un dernier bilan publié par le ministère congolais de la Santé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait, elle, rehaussé le niveau d'alerte sanitaire à « très élevé » dans le pays, tandis que plusieurs de ses voisins comme l'Ouganda et le Rwan-

da avaient pris des mesures de restrictions de voyage avec le territoire congolais. Cette épidémie d'Ebola, la 17e qui touche le pays, « est la deuxième plus importante que nous connaissons au monde en termes de nombre de cas après celle survenue en Afrique de l'Ouest. Lorsque cette épidémie a été déclarée, nous comptons déjà plus de 200 cas suspects : cela montre que l'ampleur de cette flambée est énorme », a également affirmé Jean Kaseya, pour qui « *une réponse coordonnée urgente est essentielle* ».

L'Africa CDC affirme que 319 millions de dollars sont nécessaires pour répondre aux besoins liés à cette épidémie d'Ebola, en majorité pour la RDC et l'Ouganda, mais aussi pour les pays à risque. Jean Kaseya a ajouté que 230 millions de promesses de financements ont déjà été enregistrés.

YAL



Jean Kaseya : « *Nous avons dix pays à risque* ».



Ebola a tué plus de 15 000 personnes en Afrique au cours des cinquante dernières années avec une mortalité fluctuant entre 25 % et 90 %, selon l'OMS. (Ph: DR)

Muyembe, le directeur de l'INRB, le rapatriement du corps, encore contagieux, jusqu'à son village Mongwalu, puis les funérailles, explique la flambée rapide des cas. Il faut dresser la liste de tous ceux qui ont été en contact avec le cercueil et le corps et puis suivre également ceux qui étaient en contact des contacts, donc c'est vraiment difficile, explique le virologue qui a codécouvert le virus Ebola en 1976.

Pendant plusieurs semaines, le virus s'est propagé en silence. Il aura fallu attendre le 14 mai 2026 pour que les échantillons acheminés à l'INRB se révèlent positifs. Sous couvert de l'anonymat, un virologue congolais regrette une découverte tardive qui pourrait compliquer le contrôle de l'épidémie.

Pour le professeur Muyembe, l'origine de l'épidémie pour-

rait provenir d'un spillover, une transmission directe de l'animal à l'homme. « Nous ne connaissons pas les réservoirs de virus Ebola mais on pense qu'il pourrait s'agir des chauves-souris », rappelle le spécialiste pour qui l'épidémie va se propager rapidement dans le pays.

Le foyer de transmission est situé dans des zones minières densément peuplées où les activités créent d'intenses mouvements de population. À cela s'ajoute la menace des nombreux groupes armés qui sévissent dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu où un premier cas a été confirmé : les violences risquent d'entraver le déplacement des équipes médicales.

Yves Alain Lopiko

DOSSIER

21 JOURS D'ISOLATION POUR LES LÉOPARDS...

La sélection congolaise s'est isolée dans une « bulle » pendant 21 jours pour éviter une contamination au virus Ebola avant d'entrer aux États-Unis pour disputer la Coupe du monde, a affirmé la Maison Blanche.



Les Léopards ont annulé un stage prévu au Congo afin d'éviter toute contamination des joueurs. (Ph: DR)

C'était une condition stricte pour pouvoir entrer aux États-Unis et participer à la Coupe du monde. La sélection congolaise a dû se mettre en quarantaine, alors que l'épidémie d'Ebola continue de se propager en RD Congo. «Nous avons été très clairs avec le Congo : ils doivent maintenir l'intégrité de leur bulle pendant 21 jours avant de pouvoir venir à Houston le 11 juin», a déclara-

ré Andrew Giuliani, le patron de l'équipe de la Maison Blanche chargée de la Coupe du monde. Pour respecter ce délai, la sélection en stage de préparation en Belgique depuis le 25 mai 2026, devait se placer à l'isolement. Le ministre des Sports et loisirs de la RD Congo, Didier Budimbu Ntubuanga, a tenu à rassurer les fans congolais via un message sur le réseau social X : «Aucune mesure de quarantaine ne vise

notre sélection nationale. Nos Léopards, qui évoluent presque tous en Europe, ne sont pas concernés par les restrictions sanitaires. La préparation de notre équipe pour la Coupe du Monde suit son cours, dans la sérénité et le respect des protocoles ». Toujours en raison de l'épidémie d'Ebola, qui touche durablement la République démocratique du Congo ainsi que l'Ouganda, les États-Unis ont annoncé depuis

le 22 mai 2026 qu'ils suspendaient toute délivrance de visas pour les ressortissants de la RD Congo. La RD Congo, dont le camp de base est à Houston au Texas, est dans le groupe K. Elle affrontera le Portugal le 17 juin à Houston, puis la Colombie le 23 à Guadalajara (Mexique) et enfin l'Ouzbékistan le 27 à Atlanta.

YAL



La Coalition 64 veut la peau de Félix Tshisekedi

L'opposition congolaise vient de s'unir autour de la plateforme « Coalition 64 ». L'objectif est de faire barrage à un maintien au pouvoir du président Félix Tshisekedi après la fin de son dernier mandat. Les Congolais suivront-ils cette union ?

« **I**l n'y aura pas de troisième mandat pour Félix Tshisekedi, ni glissement, ni changement de Constitution ». Les revendications de la nouvelle plateforme d'opposition « Coalition Article 64 » (C64), lancée à la mi-mai 2026 à Kinshasa, tiennent toutes dans cette phrase. Sur la tribune, les opposants Martin Fayulu, Delly Sanga et Jean-Marc Kabund ont d'abord lancé un avertissement sur le risque de report des élections à cause de la guerre à l'Est du pays. « Félix Tshisekedi est à son second et dernier mandat. Aucune circonstance, fut-elle sécuritaire, sanitaire ou diplomatique, ne servira de prétexte au glissement du mandat présidentiel ». Ils ont ensuite fustigé les velléités du parti présidentiel de changer la Constitution pour offrir un nouveau mandat à Félix Tshisekedi.

« Toute tentative de changer de Constitution, par quelque mécanisme que ce soit, est un renversement de l'ordre constitutionnel ». Enfin, le projet de référendum pour « faire sauter les verrous constitutionnels » sur le nombre et la durée des mandats présidentiels est également dans le viseur de l'opposition et « sera considéré comme une déclaration de guerre ».

Pour faire barrage à ce qui ressemble à une volonté du président Tshisekedi de s'inspirer de ses homologues de la région pour contourner les limites de mandats et briguer un troisième mandat, la Coalition 64 compte



Pour l'opposition congolaise, le projet de référendum pour « faire sauter les verrous constitutionnels » sur le nombre et la durée des mandats présidentiels « sera considéré comme une déclaration de guerre ». (Ph : DR)

justement sur l'article 64 de la Constitution. Un article qui stipule que « tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution ». Un article à relativiser d'autant qu'il indique aussi que « toute tentative de renversement du régime (...) est punie conformément à la loi ». Tout comme la conférence de presse du chef de l'Etat du 6 mai dernier, qui a permis de dévoiler les différents scénarios qu'envisage Félix Tshisekedi pour se mainte-

nir au pouvoir, le lancement de cette plateforme révèle le seul levier disponible à l'opposition pour se faire entendre : la rue. Le parti présidentiel bénéficie, en effet, d'une majorité écrasante à l'Assemblée nationale et au Sénat qui permettrait de valider les différents scénarios. Les quelques voix dissonantes ont vite été écartées, comme Vital Kamerhe, évincé du perchoir de l'Assemblée, ou Modeste Bahati, sommé de rentrer dans le rang. Pour Jean-Thierry Monsenepwo, un cadre de la majorité présidentielle, cette nouvelle plateforme d'opposition est « une

coalition des recalés de la République, une réunion d'ambitions fracassées (...) que le peuple a rejetée ».

Si le seul levier de la Coalition 64 est la rue, il faudra ranimer la flamme au sein d'une opposition qui peine à se faire entendre. Le président Félix Tshisekedi, de son côté, s'est déclaré ouvert au dialogue. Mais pour lui forcer la main, l'opposition congolaise devra faire appel à la rue pour jouer le rapport de force. Encore faut-il que la population la suive...

Alain Dossou



POLITIQUE » Cameroun

À quand le nouveau gouvernement ?

L'annonce par Paul Biya (93 ans dont 44 ans de magistrature suprême) d'une nouvelle équipe gouvernementale, depuis la fin de l'année dernière, semble ne plus relever des priorités présidentielles. Une situation inédite, depuis 1992, diversement vécue et interprétée, à l'entame d'un septennat au cours duquel le chef de l'État a promis une place importante aux jeunes et aux femmes.

Le 31 décembre 2025 lors de son message de fin d'année, puis à la faveur de son adresse à la jeunesse le 10 février 2026, le président camerounais Paul Biya a solennellement promis la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale. De l'inédit dans le mode opératoire du locataire du palais de l'Unité.

Depuis lors, les Camerounais continuent d'attendre et restent dans l'expectative. Jusqu'à quand ? À en croire des témoignages de première main, cette longue attente n'est pas sans conséquence sur le gouvernement. Au sein de l'exécutif, de nombreux ministres jouent de prudence dans le traitement des dossiers relevant de leurs sphères de compétences, par peur de l'inconnu.

Pour Aristide Menguélé, professeur à l'Université de Douala, Paul Biya est confronté à des difficultés. Lesquelles ? « D'abord les difficultés à faire un casting optimal du fait de l'épuisement d'une ressource politique cruciale en matière de décision politique et stratégique : l'information. Ensuite, des enjeux de rupture, avec en toile de fond, l'équation : comment rompre sans compromettre l'équilibre déjà fragile de la société politique camerounaise ? Enfin, la tension entre la jeune génération volontaire pour poursuivre l'implémentation du Renouveau et au besoin l'ajuster et « les aînés » sociaux qui semblent se demander : « Qu'advient-il de nous ? ».

En attendant, des ministres as-



Les Camerounais sont confrontés à une longue attente d'un remaniement ministériel. (Ph : DR)

surent leur visibilité à travers les médias, privés et publics, en donnant un grand écho à leurs activités classiques.

Pour des analystes, le fait de différer l'échéance d'un remaniement n'est pas à l'avantage du pouvoir. « Cette temporalité dilatée, en contradiction avec des promesses solennelles, fragilise la crédibilité de la parole publique et nourrit chez les citoyens un sentiment d'usure,

voire de désaffection, pour qui l'absence de gouvernement devient le symptôme d'un pouvoir qui se reproduit plus qu'il ne se renouvelle », explique Paul-Aarons Ngomo, universitaire, enseignant de philosophie et sciences politiques aux États-Unis.

À quoi devrait ressembler le nouveau gouvernement camerounais ? Une forme de gouvernement d'union nationale ne

serait pas à écarter, principalement en raison de l'important score de 35% obtenu par l'opposant Issa Tchiroma Bakary, qui aurait décliné le poste de Premier ministre.

Paul Biya, lui, lors de son discours de fin d'année s'est voulu diplomate en plaidant pour un renforcement du multilatéralisme à l'échelle internationale.

Landry Anuarite



Crise au sommet de l'Etat !

Le divorce entre le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko s'est acté le 23 mai 2026, plongeant le pays dans ce qui ressemble à une crise politique.

Plus rien ne va entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. Leurs divergences s'affichaient sur la scène publique depuis des mois : le divorce entre le président sénégalais et son charismatique mais encombrant désormais ex-Premier ministre s'est acté le 23 mai 2026, avec le renvoi du gouvernement, plongeant le Sénégal dans l'incertitude politique.

Dans une déclaration lue à la télévision nationale le 22 mai 2026 par le secrétaire général de la présidence, le chef de l'État a annoncé avoir « mis fin aux fonctions de monsieur Ousmane Sonko » et de son gouvernement, après des mois de tensions entre les deux anciens compagnons de route. « La fracture », « Diomaye prend le pouvoir », « Adieu au duo », « Guerre » : les titres de la presse se faisaient écho le lendemain matin du séisme politique dans le pays.

Dernier évènement en date le 24 mai 2026 : le président de l'Assemblée nationale sénégalaise, El Malick Ndiaye, a annoncé démissionner de ses fonctions. Une décision qui ouvre la voie à l'élection au perchoir d'Ousmane Sonko, leader incontestable du Pastef, formation politique largement majoritaire à l'Assemblée nationale. Qu'est-ce qui divise ces deux ex-amis ? Farouche opposant au président Macky Sall (2012-2024), Ousmane Sonko avait été empêché de se présenter à l'élection présidentielle de 2024 après une condamnation pour diffamation ayant entraîné la perte de ses droits civiques. Celui-ci avait alors désigné son bras droit,



Les deux anciens alliés sont désormais rivaux politiques. (Ph: DR)

Bassirou Diomaye Faye, pour le remplacer dans la course.

Les tensions avaient commencé à émerger en juillet 2025 lorsque le bouillonnant Premier ministre s'en était vivement pris à son Président, fustigeant un « problème d'autorité » dans le pays. Depuis, les signes de dissensions se sont multipliés. Début mai, Bassirou Diomaye Faye avait critiqué la « personnalisation excessive » d'Ousmane Sonko au sein du parti au pouvoir. « Tant qu'il reste Premier ministre, c'est parce qu'il bénéficie de ma confiance », avait-il déclaré dans une interview télévisée.

À quoi pourrions-nous assister désormais ? Le Président doit désormais nommer un Premier ministre, qui doit être approuvé par les députés au plus tard trois mois après sa nomination. « Si les députés décident d'apporter

une motion de censure ou de défiance, ils en sont capables », rappelle l'universitaire. D'autant plus que le chef de l'État ne pourra pas dissoudre l'Assemblée nationale avant le mois de novembre, soit deux ans après l'élection de cette législature.

Il y a quelques semaines, le Parlement a ouvert la voie à une candidature d'Ousmane Sonko à la prochaine présidentielle en 2029, en adoptant une réforme du code électoral. Bassirou Diomaye Faye, à la différence du leader du Pastef, ne bénéficie pas d'un engouement populaire mais rassemble des soutiens politiques depuis plusieurs mois à la faveur du mouvement « Diomaye Président », laissant présager une éventuelle candidature à sa propre succession.

Se pose désormais la question de la possibilité pour le chef

de l'État de pouvoir gouverner et passer des réformes dans un pays qui fait face à de graves difficultés économiques. À leur arrivée au pouvoir en 2024, les nouvelles autorités ont accusé le pouvoir de l'ex-président Macky Sall d'avoir caché une partie de la dette, entraînant la suspension d'un programme d'aide du Fonds monétaire international (FMI) de 1,8 milliard de dollars. Sur la question de la dette qui atteint désormais 132 % du PIB, les deux hommes optaient pour des approches différentes : le président souhaitant discuter avec le FMI d'un nouveau programme d'aide, et l'ex Premier ministre vantant une approche souverainiste. La division est profonde...

Lamine Thiam



POLITIQUE » Sénégal

Ousmane Sonko, de la Primature au parlement...

Débarqué de la Primature puis propulsé, quatre jours plus tard, à la tête de l'Assemblée nationale : Ousmane Sonko signe son retour au cœur du pouvoir législatif. Il retrouve l'hémicycle et grimpe à la deuxième place de l'État, derrière le président Bassirou Diomaye Faye.

Ousmane Sonko se replace au centre du jeu politique sénégalais.

Quatre jours après son limogeage par le président Bassirou Diomaye Faye, l'ex-Premier ministre Ousmane Sonko a repris la main au Parlement en étant élu président de l'Assemblée nationale grâce à l'écrasante majorité de son parti, PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), qui détient 130 des 165 sièges. Il succède à Malick Ndiaye qui avait démissionné le 24 mai 2026 et prend ses fonctions dans la foulée, malgré la contestation de l'opposition. Une démonstration de force qui rebat les cartes au sommet de l'État sénégalais.

Entre crise institutionnelle, tensions avec le FMI, dette record et bataille ouverte pour 2029, Alioune Tine, fondateur du think tank AfrikaJom Center et figure historique de la société civile sénégalaise, décrypte les risques d'une confrontation durable entre les deux anciens alliés. « Personne ne sait ce qui sortira de ce bras de fer. En revanche, une chose semble certaine : nous sommes entrés dans une période d'incertitude et de tensions. Le Pastef et le mouvement Sonko sont résolus à reprendre l'initiative politique et à imposer leur vision malgré toutes les difficultés économiques que traverse le Sénégal », a-t-il analysé. Avant d'ajouter : « Le retour d'Ousmane Sonko à l'Assemblée nationale est contesté sur le plan juridique, notamment en raison de plusieurs zones grises autour de son statut. Mais aujourd'hui, c'est avant tout le rapport de force po-



En quittant la primature, Ousmane Sonko retrouve une posture plus naturelle pour lui : celle du leader politique radical et sans filtre. (Ph: DR)

litique qui s'impose : la majorité du PASTEF a décidé d'installer son propre président à la tête de l'Assemblée ».

Dans ce qui apparait comme un jeu d'échecs à distance avec son ancien mentor en politique, Diomaye Faye a nommé un ancien proche collaborateur de Sonko comme premier ministre. Selon certains observateurs, cette option est la meilleure en face de Sonko qui, désormais, sera à la tête de l'institution chargée de contrôler l'action du gouvernement.

Cependant, même s'il a décrit son successeur comme « un travailleur acharné, un homme compétent et dévoué », il reconnaît l'existence de divergences entre eux sur « la question monétaire, la gestion de la dette et d'autres questions similaires ». Le premier test politique pourrait

intervenir très rapidement avec les projets de loi en attente à l'Assemblée nationale.

Babacar Ndiaye, chercheur et directeur de la recherche au think-tank Wathi, estime que les conséquences institutionnelles de cette rupture pourraient être majeures.

« La principale conséquence politique sera l'implication du limogeage de Sonko à l'Assemblée nationale. PASTEF y détient la majorité et en cas de séparation, cela peut amener une situation de confrontation ».

Le président devra non seulement former un nouveau gouvernement mais aussi clarifier sa ligne politique après des mois de divergences latentes avec Sonko. « Les projets de loi du gouvernement pourraient être bloqués à l'Assemblée nationale, ce qui ouvrirait la voie à une crise poli-

tique », avertit Maurice Soudieck Dione.

En rompant avec son Premier ministre, le président prend le risque de perdre une partie de sa base politique originelle.

Le principal danger pour Diomaye Faye est désormais la solitude politique. Tant que Sonko occupait la primature, il absorbait une partie des critiques, servait de bouclier militant et maintenait la mobilisation du noyau dur du PASTEF. Désormais, toutes les attentes populaires convergeront directement vers le président.

Surtout, Diomaye Faye perd l'argument politique qui avait construit sa légitimité initiale : être le prolongement de Sonko. Il doit maintenant inventer sa propre identité politique.

LT



30 nouveaux ministres pour de nouveaux défis

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a nommé, le 1er juin 2026, un nouveau gouvernement sans la participation de son parti, le Pastef, dirigé par son ex-Premier ministre et compagnon de route de longue date, Ousmane Sonko, qui a fait part de « désaccord » entre les deux hommes autour de la constitution de la liste, a annoncé le gouvernement.



Rencontre du nouveau 1^{er} ministre Ahmadou Al Aminou Lô et le président Bassirou Diomaye Faye. (Ph: DR)

VOICI LA LISTE COMPLÈTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

- * **Monsieur Yankoba Diémé**, ministre des Forces armées ;
- * **Monsieur Cheikh Diba**, ministre de l'Économie, des Finances et du Plan ;
- * **Monsieur Mouhamadou Maktar Cissé**, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique ;
- * **Monsieur Cheikh Niang**, ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur ;
- * **Monsieur Moustapha Sarr**, ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;
- * **Madame Marie Angélique Diouf**, ministre de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités ;
- * **Monsieur Boubacar Camara**, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;
- * **Monsieur Abdourahmane Diouf**, ministre de l'Énergie et du Pétrole ;
- * **Monsieur Serigne Gueye Diop**, ministre de l'Industrie et du Commerce ;
- * **Monsieur Cheikh Tidiane Dièye**, ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- * **Monsieur Moustapha Mamba Guirassy**, ministre de l'Éducation nationale ;
- * **Monsieur Ibrahim Sy**, ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- * **Monsieur Moussa Balla Fofana**, ministre de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement du territoire ;
- * **Monsieur Dethié Fall**, ministre des Infrastructures ;
- * **Monsieur Bakary Sarr**, ministre de la Communication et des Relations avec les institutions, Porte-parole du Gouvernement ;
- * **Monsieur Alwin John**, ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire ;
- * **Monsieur Cheikh Oumar Ba**, ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage ;
- * **Monsieur Samba Diouf**, ministre des Télécommunications et du Numérique ;
- * **Monsieur Mamadou Lamine Dianté**, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme du service public ;
- * **Madame Djireye Clotilde Coly**, ministre de la Jeunesse et des Sports ;
- * **Monsieur Alpha Thiam**, ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- * **Monsieur Idrissa Sam**, ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique ;
- * **Monsieur Cheikh Oumar Seck**, ministre des Mines et de la Géologie ;
- * **Monsieur Aliou Diouf**, ministre de l'Environnement et de la Transition écologique ;
- * **Monsieur Abdoullah Ndiaye**, ministre des Transports terrestres et aériens ;
- * **Madame Ami Mara**, ministre des Pêches et de l'Économie maritime ;



POLITIQUE » Sommet de l'Etat du Bénin

Romuald Wadagni face à son destin

Le 24 mai 2026 restera une date marquante dans l'histoire politique du Bénin. Romuald Wadagni a en effet prêté serment comme cinquième président de l'ère du Renouveau démocratique, tournant ainsi une nouvelle page de la gouvernance du pays. Ancien ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, l'homme qui a été pendant près d'une décennie l'architecte des grandes réformes économiques du pays accède désormais à la magistrature suprême avec un héritage à préserver et des défis majeurs à relever.

L'accession au pouvoir de Romuald Wadagni apparaît, pour de nombreux observateurs, comme l'aboutissement naturel d'un parcours construit avec rigueur et patience. Longtemps considéré comme le cerveau économique du régime de Patrice Talon, Romuald Wadagni a progressivement élargi son champ d'action aux questions diplomatiques, sécuritaires et stratégiques, jusqu'à devenir le successeur naturel du président sortant, Patrice Talon.

Dans un contexte africain où les transitions politiques demeurent souvent incertaines, le Bénin a offert l'image d'une succession préparée et assumée. Patrice Talon, fidèle à son engagement de ne pas briguer un troisième mandat, a organisé sa relève en misant sur une personnalité reconnue pour sa compétence technique et sa capacité à conduire les réformes.

Plébiscité président de la République, le 12 mai 2026, il a en effet prêté serment comme cinquième président de l'ère du Renouveau démocratique, devant plus de 6000 invités, une dizaine de jours après son élection face à son challenger Paul Houngbè. Derrière le technocrate discret se cache pourtant un parcours d'excellence. Formé au Bénin puis en France, diplômé en finance et expert-comptable certifié à l'international, Romuald Wadagni a fait ses armes dans les plus grandes institutions financières avant de revenir servir son pays. Son passage au ministère des Finances a profondément trans-



Romuald Wadagni (en costume) est le cinquième président de l'ère du Renouveau démocratique au Bénin. (Ph: DR)

formé l'administration économique. Modernisation fiscale, digitalisation des services publics, amélioration de la mobilisation des ressources internes et accès renforcé aux marchés financiers internationaux ont contribué à repositionner le Bénin parmi les économies les plus dynamiques de la sous-région.

Son mandat s'ouvre dans un environnement régional particulièrement complexe, marqué par des tensions sécuritaires persistantes et des recompositions diplomatiques majeures.

Parmi ses premiers défis figure la restauration et le renforcement des relations avec les États voisins, notamment le Burkina Faso et le Niger. Ces deux pays du Sahel, confrontés à des transitions politiques et à une forte pression sécuritaire, occupent une place stratégique dans la

géopolitique régionale. Le nouveau chef de l'État béninois devra œuvrer à consolider le dialogue et la coopération avec ces partenaires historiques, dans un contexte où les relations entre certains États de la région ont parfois connu des périodes de crispation.

DE GRANDES ATTENTES

Au-delà des considérations diplomatiques, l'enjeu est également économique. Le Niger constitue un partenaire commercial important pour le Bénin, notamment à travers les échanges transitant par le port de Cotonou. Le rétablissement d'une confiance durable et la relance de la coopération régionale apparaissent ainsi comme des priorités essentielles pour soutenir la croissance et prés-

ver la stabilité économique.

La lutte contre le terrorisme constitue un autre défi. Depuis plusieurs années, la menace djihadiste s'est progressivement rapprochée des frontières béninoises. Les attaques enregistrées dans le nord du pays ont rappelé que le Bénin n'est plus à l'abri de l'instabilité qui touche une grande partie du Sahel.

Conscient de cette réalité, Romuald Wadagni, lors de son investiture, a placé la question de sécurité parmi les priorités de son mandat. Il devra poursuivre le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité tout en intensifiant la coopération régionale. Face à une menace transfrontalière, aucune réponse strictement nationale ne saurait être suffisante. La coordination

Benin « POLITIQUE



avec les pays voisins, le partage de renseignement et le développement des zones frontalières seront déterminants pour contenir durablement les risques.

Sur le plan intérieur, le nouveau président hérite également d'importantes attentes sociales. Si les performances macroéconomiques du Bénin ont été largement saluées par les institutions financières internationales, une partie de la population aspire désormais à ressentir plus directement les bénéfices de cette croissance.

L'accès à l'emploi des jeunes, l'amélioration du pouvoir d'achat, le soutien au monde agricole et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises figurent parmi les chantiers les plus attendus. Romuald Wadagni devra réussir à transformer les indicateurs économiques en progrès tangibles pour les ménages béninois.

L'industrialisation du pays constitue également l'un des piliers de sa vision. Des projets structurants comme la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé devront se poursuivre afin de favoriser la transformation locale des matières premières, créer des emplois et renforcer la compétitivité nationale.

Enfin, le nouveau président devra relever par ailleurs le défi de construire sa propre identité à la tête de l'État. Héritier d'un bilan largement reconnu, il devra trouver l'équilibre entre continuité et innovation, entre fidélité à l'œuvre engagée et affirmation de sa propre vision.

Pour celui que beaucoup considèrent comme l'un des artisans de la transformation économique du Bénin, l'heure est désormais venue de démontrer qu'il peut également être l'homme des grandes réponses politiques, diplomatiques et sécuritaires dont le pays a besoin pour poursuivre son ascension.

Kokouvi EKLOU

(Correspondant à Cotonou)

Nathalie Villette-Wadagni, discrète nouvelle Première dame !

Depuis le 24 mai 2026, la Première dame béninoise est une banquière franco-burkinabé. Nathalie Villette-Wadagni est mariée à Romuald Wadagni, ancien ministre des Finances et président du Bénin. Présentation.

Romuald et Nathalie forment un couple qui fascine, pour leur complicité, l'amour qu'ils se portent l'un envers l'autre. Le couple (presque) parfait !

Très influente sans être visible, en tout cas, Nathalie Villette-Wadagni entre désormais dans une nouvelle dimension : celle d'une Première dame, d'un genre nouveau. C'est une ravissante femme qui allie discrétion et rigueur à l'instar de son époux, longtemps resté discret avant de sortir de sa zone de confort pour se porter candidat à l'élection présidentielle.

Loin des rôles protocolaires classiques, en effet, elle incarne une figure hybride, à la croisée de la finance globale, de l'influence institutionnelle et de l'engagement sociétal.

Mariée à Romuald Wadagni, Nathalie est mère de deux enfants. De nationalité Franco-Burkinabé, elle est née en 1975. Elle a été formée à l'Université Paris Dauphine et à l'Université Paris 13. Puis, elle a fait un cursus à la Harvard Business School et à la Saïd Business School. La nouvelle Première dame béninoise comptabilise déjà 15 ans d'expérience dans la finance.

C'est à Londres qu'elle forge son expertise, au sein de UBS, où elle a évolué pendant plus de douze ans dans les métiers du financement structuré et du crédit. Elle y a affiné une maîtrise technique reconnue, intervenant sur des opérations complexes impliquant des



Nathalie Villette-Wadagni, ici aux côtés de son époux, affiche un parcours académique d'excellence. (Ph: DR)

multinationales. Mais c'est au sein du groupe Ecobank que sa stature a pris une dimension continentale. Pendant plus de douze ans, elle y occupait des fonctions stratégiques, notamment en Tanzanie et en Angleterre, pilotant les relations avec de grands groupes internationaux et supervisant des portefeuilles couvrant plusieurs dizaines de pays africains. Jusqu'en 2025, elle dirigeait encore des entités du groupe avant de démissionner. Reste une inconnue : celle de sa posture publique. Car si elle a bâti sa trajectoire dans la discrétion, les prochains mois pourraient la propulser au cœur de l'attention.

Une chose est certaine, long-

temps restée dans l'ombre, loin des projecteurs et des récits médiatiques, Nathalie Villette-Wadagni suscite désormais un intérêt croissant du public. Au point où elle est aujourd'hui contrainte de sortir de la discrétion qui l'a caractérisé de tout temps.

Quel rôle jouera-t-elle au Palais de la Marina ? Notre banquière s'engagera certainement autour des thématiques liées au social et à l'éducation comme ses devancières Marguerite Kérékou, Rosine Soglo, Chantal de Souza-Yayi et Claudine Talon. À moins que...

Alain Dossou



POLITIQUE » Bénin

Le nouveau rôle de Patrice Talon au Sénat

Après dix ans à la tête du Bénin, Patrice Talon a passé la main le dimanche 24 mai 2026 et s'apprête à endosser un nouveau rôle : celui de sénateur au sein du tout nouveau Conseil des sages.



Si le bilan économique de Patrice Talon au Bénin est salué, dans le domaine des infrastructures, sa gouvernance démocratique est contestée. (Ph: DR)

C'est une transition historique qui s'opère au sommet de l'État béninois. Après la passation de pouvoir avec son successeur élu, Romuald Wadagni, le 24 mai 2026, président sortant, Patrice Talon, s'apprête à endosser un nouveau rôle. Celui de sénateur au sein du tout nouveau Conseil des sages. Une obligation constitutionnelle dont

l'intéressé assume pleinement la trajectoire.

Mais avant, dans un message adressé aux Béninois à l'approche de l'investiture du président élu Romuald Wadagni, Patrice Talon a salué, sur les réseaux sociaux, le « chemin exigeant qu'ensemble nous avons osé parcourir ces dix dernières années, pour les défis relevés, les réformes opérées, les chan-

tiers majeurs engagés en vue de raffermir notre Etat et mettre l'action publique au service de son développement socio-économique ». Patrice Talon a également réitéré ses vœux de réussite à son dauphin et ancien ministre de l'Économie, Romuald Wadagni. Ce dernier est appelé à diriger le pays pour les sept prochaines années.

Une allocution solennelle mais

pas vraiment un adieu car, grâce à une réforme constitutionnelle, les Béninois vont retrouver Patrice Talon au sein d'un nouveau Conseil des sages (une chambre haute, le Sénat où le chef de l'Etat sortant s'apprête à retrouver ses anciens rivaux politiques et les anciens présidents d'institutions pour «apporter sa protection» au pays).

« Notre Constitution prescrit désormais que tous les anciens présidents, tous les anciens présidents de l'Assemblée, siègent dans un Conseil de sages. Je ne vais pas me dérober à cela, ce n'est pas ma nature d'ailleurs ». Faire cohabiter la « sagesse » et les convictions de figures aussi polarisantes que Nicéphore Soglo, Boni Yayi, Robert Dossou ou encore Bruno Amoussou et Adrien Houngbédji aux côtés du président sortant : voilà le grand défi de ce Sénat.

Si le texte de loi octroie à cette institution des pouvoirs de régulation ou de sanction, la réalité politique pourrait rapidement se heurter à un mur d'inapplicabilité.

« Le Sénat est une institution prévue par la Constitution, rappelle Wilfried Léandre Houngbédji, porte-parole du gouvernement. Il sera mis en place. Vous n'attendrez plus aussi longtemps que vous avez déjà attendu depuis la réforme constitutionnelle pour l'avoir ». Avant d'ajouter : « Et je pense aussi que tous les membres de droit devraient honorer la République de leur disponibilité, pour lui permettre d'apporter toute sa contribution à l'édification d'un Bénin encore plus grand et plus prospère ».

AD



Nigeria « POLITIQUE

Bola Tinubu veut un second mandat

Bola Tinubu franchit une nouvelle étape vers un second mandat. Réuni à Abuja à l'occasion d'un sommet marquant le deuxième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le Congrès des progressistes (APC), parti au pouvoir, l'a officiellement désigné comme candidat unique à l'élection présidentielle prévue début 2027.



Bola Tinubu apparaît aujourd'hui comme le grand favori du scrutin de janvier 2027. (Ph: DR)

Agé de 73 ans, Bola Tinubu est candidat à sa succession. Sa candidature a en effet été validée à l'issue de primaires largement symboliques. Son unique concurrent, l'homme d'affaires peu connu Stanley Osifo, avait déboursé 100 millions de nairas pour participer au processus interne.

L'APC contrôle désormais 31 des 36 États fédérés nigériens, contre 21 lors de l'élection de 2023, à la faveur d'une série

de défections au sein de l'opposition. Le président national du parti, Abdullahi Ganduje, a officiellement entériné la candidature de Bola Tinubu, présenté comme l'homme appelé à poursuivre les réformes engagées depuis deux ans.

Ces réformes, centrées sur la suppression des subventions aux carburants et la libéralisation du taux de change, ont été favorablement accueillies par le Fonds monétaire international, les agences de notation et les

investisseurs étrangers, qui y voient les signes d'un assainissement économique.

Mais sur le terrain social, le bilan demeure fortement contesté. L'inflation, qui avait culminé à près de 30 % en 2024, avoisinait encore 15 % début 2026. En quatre ans, les prix du carburant ont quadruplé, alimentant une sévère crise du coût de la vie. Selon la Banque mondiale, environ 60 % des Nigériens vivent désormais sous le seuil de pauvreté, soit une hausse de quatre

points depuis l'arrivée de Bola Tinubu au pouvoir.

Le chef de l'État reste également critiqué pour son incapacité à enrayer l'insécurité chronique qui frappe le pays, entre insurrection jihadiste dans le nord-est et banditisme armé dans plusieurs régions.

Malgré ces difficultés, Bola Tinubu apparaît aujourd'hui comme le grand favori du scrutin de 2027.

Kalifa Mariko



SOCIÉTÉ » Ghana

Les homosexuels risquent trois ans de prison

Depuis le 29 mai 2026, les parlementaires ghanéens ont adopté une loi anti-LGBT+. Elle doit désormais être ratifiée par le président John Mahama pour entrer en vigueur.

Après le Kenya, la Somalie, la Sierra-Leone, la Tanzanie, la Mauritanie, le Soudan, l'Ouganda et le Sénégal, le Ghana dit ouvertement non aux LGBT. Les parlementaires ghanéens ont en effet adopté le 29 mai 2026 une loi anti-LGBT+ parmi les plus répressives d'Afrique, qui doit désormais être ratifiée par le président John Mahama pour entrer en vigueur.

Le texte « sur les droits sexuels et les valeurs familiales » est considéré très répressif car il prévoit jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour une personne ayant eu des relations homosexuelles, et entre trois et cinq ans pour la « promotion, le parrainage ou le soutien intentionnel d'activités LGBT+ ».

Cette loi avait déjà été adoptée à l'unanimité par le parlement



La loi doit être ratifiée par le président John Mahama pour entrer en vigueur. (Ph: DR)

en février 2024, mais l'ancien président Nana Akufo-Addo, qui était en fonction jusqu'au 7 janvier 2024, n'a pas signé le texte de loi.

Selon la constitution du Ghana, les projets et propositions de

loi qui ne sont pas signés par le président avant la fin d'une législature deviennent automatiquement caducs, nécessitant un nouvel examen par le nouveau parlement.

Le projet de loi a conservé ses

dispositions fondamentales, mais a prévu des dérogations pour les professionnels du droit, des médias et de la santé.

Les défenseurs des droits humains et plusieurs organisations internationales ont condamné ce projet de loi.

L'actuel chef de l'État, John Mahama, avait affirmé son soutien au projet de loi pendant sa campagne et après son élection. L'adoption de cette loi intervient peu après le durcissement des peines encourues par les personnes LGBT+ au Sénégal.

Une dizaine de pays ou territoires africains prévoient des peines allant de dix ans à la prison à perpétuité, notamment le Soudan, le Kenya, la Tanzanie et la Sierra Leone. La peine de mort est appliquée en Ouganda, en Mauritanie et en Somalie.

LT

Comores



L'ex-Ministre des Affaires étrangères épinglé par la CAF

Un mandat de recherche a été lancé contre l'ancien ministre des Affaires étrangères comorien, Dhoahir Dhoulkamal, et son épouse. Le couple est visé par une enquête préliminaire depuis 2020 pour de possibles fraudes à la caisse d'allocations familiales. Le préjudice est estimé à plus de 250 000 euros.

Dhoahir Dhoulkamal, ancien ministre des Affaires étrangères des Comores, et son épouse, font l'objet d'un mandat de recherche en France. Le couple est introuvable alors qu'il est visé par une enquête préliminaire, menée depuis novembre 2020 par le parquet de Saint-Denis de La Réunion, pour des fraudes présumées de 251 000 euros à la

Caisse d'allocations familiales (CAF) entre 2015 et 2022. Que s'est-il passé ?

L'ancien haut fonctionnaire comorien n'a jamais pu être entendu par les enquêteurs. Il était d'abord couvert par son immunité diplomatique jusqu'au 9 juillet 2024. Le chef de la diplomatie comorienne a toutefois fait les frais d'un remaniement du gouvernement du président Azali

Assoumani. Dhoahir Dhoulkamal peut ainsi être auditionné, mais reste introuvable.

Détenteur d'un passeport français, l'ex-ministre pourrait être arrêté s'il se trouvait dans un aéroport du territoire. Le mandat de recherche est en vigueur pour six mois. Si Dhoahir Dhoulkamal n'est pas retrouvé d'ici là, le parquet de Saint-Denis le convoquera devant le tribunal



Bénin « JUSTICE

Kemi Seba, le temps des regrets

Les prochaines semaines s'annoncent décisives pour Stello Gilles Robert Capo Chichi alias Kemi Seba (44 ans). Sa procédure d'extradition vers le Bénin est officiellement lancée. Kemi Seba comparaitra le 14 juillet pour entamer les discussions sur cette extradition. L'activiste béninois avait été arrêté dans un centre commercial de Pretoria, le 13 avril 2026, avec son fils et un militant suprémaciste blanc.

→
correctionnel pour « escroquerie » et « faux et usage et de faux ». D'après la Caisse d'allocations familiales (CAF), l'ex-ministre n'aurait pas déclaré ses salaires afin que sa femme puisse notamment bénéficier du revenu de solidarité active pour le couple. Après avoir été élu député en 2015, puis ministre de l'Union des Comores en 2020, Dhoïhir Dhoulkamal percevait aussi des sommes allant de 1 500 euros à 2 100 euros par mois pour ses fonctions. Sa femme, officiellement sans ressources, est suspectée d'avoir perçu d'une tierce personne plus de 20 000 euros en 2017 et en 2018, sans jamais l'avoir déclaré.

Le couple est également soupçonné de fraudes aux allocations familiales, au logement, à l'allocation de rentrée scolaire et à la prime de Noël. La CAF de La Réunion a indiqué, en 2023, que ses demandes de recouvrement étaient restées vaines et que le couple avait refusé de fournir des justificatifs pourtant demandés lors du contrôle.

Marie Ines Bibang



Dhoïhir Dhoulkamal est accusé de « escroquerie » et « faux et usage et de faux ».
(Ph: DR)

Plus d'un mois après son arrestation en Afrique du Sud, qu'il s'apprêtait à quitter clandestinement avec son fils de 18 ans et le leader d'un groupe identitaire afrikaner, l'influenceur panafricaniste Kemi Seba devrait bientôt être extradé vers le Bénin, son pays d'origine. À Cotonou, il est accusé par les autorités d'avoir soutenu une tentative de coup d'Etat en décembre 2025.

Entendu la semaine dernière par un tribunal de Pretoria, qui examinait une demande de remise en liberté sous caution des trois hommes, Kemi Seba a affirmé qu'il n'était pas retourné au Bénin depuis mai 2024. « Je nourris la crainte, pas seulement perçue mais bien réelle, que ma vie serait en danger si je devais retourner au Bénin avec les autorités actuelles », a déclaré l'activiste proche des juntes du Sahel dans une déclaration sous serment lue au tribunal par son avocat, Bill Kobras.

Selon la police sud-africaine, Kemi Seba prévoyait de se rendre au Zimbabwe et de continuer vers l'Europe, où il est connu pour ses discours anti-occidentaux, accusant d'ailleurs la France d'avoir déjoué cette tentative de coup d'Etat au Bénin : « Macron claque des doigts, il vous fait ce qu'il veut », disait-il encore dans une vidéo, « ce même Macron que nous combattons, que nous avons réussi à chasser de différents endroits et que nous chasserons du Bénin prochainement, ce Macron, en vous sauvant, a fait en sorte que l'opération de restauration de l'État a échoué ».

À la tête de l'ONG Urgences panafricanistes et connu pour ses diatribes contre la France et les pouvoirs africains alliés de Paris, Kemi Seba avait salué le 7 décembre 2025 « le jour de la libération » du Bénin, au moment d'une tentative ratée de coup d'Etat visant le président Patrice Talon, alors en exercice.

Quelques jours plus tard, Cotonou avait émis un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'influenceur au 1,5 million d'abonnés sur les réseaux sociaux, né Franco-Bénois avant d'être déchu de sa nationalité française en 2024.

Ce dernier a déposé une demande d'asile politique en Afrique du Sud, enregistrée le 28



Kemi Seba : « Je nourris la crainte que ma vie serait en danger si je devais retourner au Bénin avec les autorités actuelles ». (Ph: DR)

avril 2026, et a plaidé que son dépassement de visa « devrait être considéré au regard de la protection des demandeurs d'asile et non pas simplement comme une infraction à la législation sur l'immigration ». Kemi Seba a ajouté que l'ambassade du Niger en Afrique du Sud était disposée à l'héberger s'il était remis en liberté provisoire. Le sulfureux activiste possède en effet un passeport diplomatique nigérien, octroyé par launte au pouvoir issue du coup d'Etat de 2023.

« Aujourd'hui, poursuit l'avocat, le mandat a été délivré et notifié à Kemi Seba par un agent d'Interpol. Je peux donc confirmer que la procédure d'extradition a officiellement débuté ». Ce mandat d'arrêt oblige Kemi Seba à rester en détention au moins jusqu'au 14 juillet 2026, date fixée par le juge pour entamer les discussions sur son extradition.

AD



SOCIÉTÉ » Congo-Brazzaville

Pourquoi Denis Sassou Nguesso supprime les visas pour les ressortissants africains

À partir du 1er janvier 2027, les ressortissants de pays africains souhaitant se rendre en République du Congo ne seront plus soumis à une obligation de visa, a annoncé le président congolais Denis Sassou-Nguesso, « moyennant quelques dispositions administratives et sécuritaires minimales », a-t-il ajouté.



La République du Congo rejoint ainsi les quelques pays africains qui appliquent cette règle, comme le Bénin, le Ghana, le Rwanda, les Seychelles et la Gambie. (Ph: DR)

Le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, a annoncé le 25 mai 2026 que son pays allait retirer l'obligation de visas pour les ressortissants de pays africains à partir de 2027. Il suit ainsi l'exemple d'autres pays du continent...

Il a déclaré que cette mesure était prise « en vue d'une Afrique unie, souveraine et prospère ». Le président Denis Sassou-Nguesso, au pouvoir depuis 1997, a fait cette annonce à l'occasion de la journée de l'Afrique, le 25 mai 2026, lors d'un événement organisé à Brazzaville. La République du Congo re-

joint ainsi les quelques pays africains qui appliquent cette règle, comme le Bénin, le Ghana, le Rwanda, les Seychelles et la Gambie. Tout récemment, le Togo avait aussi pris une décision similaire le 18 mai. Depuis cette date, les ressortissants des 54 États africains détenteurs d'un passeport national en cours de validité peuvent simplement remplir une déclaration de voyage en ligne et entrer sans visa pour 30 jours.

Il s'agit selon le gouvernement togolais de « renforcer la libre circulation des personnes et des biens et de favoriser une coopération accrue entre les États

et les peuples du continent ». Ces mesures sont cohérentes avec la Zlecaf, la zone de libre-échange continentale africaine, entrée officiellement en vigueur en 2021 mais qui est encore loin d'avoir atteint ses objectifs d'une Afrique intégrée où la libre circulation des biens et des personnes seraient facilitées sur l'ensemble du continent.

«Il nous faut persévérer sur la voie de l'effort pour donner un contenu à la Zone de libre-échange continentale africaine», a dit en substance le président congolais Denis Sassou Nguesso. La Zlecaf « procède du panafricanisme économique, panafri-

canisme de développement au bénéfice du commerce intra-africain, de l'avènement d'un marché unique et intégré de biens et de services sur l'ensemble du continent, de la facilitation plus grande de la libre circulation des personnes et des biens ».

La suppression de visa d'entrée pour les Africains par le président Denis Sassou N'guesso est perçue comme mesure historique en faveur de l'intégration africaine et comme un pas concret vers la libre circulation des personnes sur le continent.

MIB



Cacophonie totale autour du recensement général

La quatrième opération de recensement de l'histoire du Cameroun, censée s'achever le 29 mai dernier, a été prolongée de deux mois, après un décret signé par le chef du gouvernement Joseph Dion Ngute. Explications.

Le Premier ministre camerounais a prorogé par décret, le 1er juin 2026, de deux mois les opérations de collecte de données du recensement général. Ce quatrième recensement depuis l'indépendance du pays en 1960, après ceux de 1976, 1987 et 2005, ne concerne pas uniquement la population, mais aussi l'habitat, l'agriculture et l'élevage.

En lançant cette opération, 21 ans après la dernière, les autorités camerounaises veulent disposer de statistiques fiables pour mieux orienter les politiques publiques. Le dernier recensement, en 2005, estimait la population camerounaise à plus de 17 millions d'habitants. Mieux, en 2022, la population camerounaise était estimée à 22 millions d'habitants.



Le dernier recensement, en 2005, estimait la population camerounaise à plus de 17 millions d'habitants. (Ph: DR)

Lancé sans réelle campagne de communication d'envergure en amont des opérations, il était initialement prévu du 24 avril au 29 mai 2026. Il a été marqué par une grève des agents recenseurs qui dénonçaient des retards dans le déploiement du matériel et des retards de paiements. Ce recensement doit donc à pré-

sent s'étaler jusqu'au 31 juillet, passant ainsi d'une opération d'une quarantaine de jours à une opération d'une centaine de jours. Le gouvernement a mobilisé un budget de 13,2 milliards de FCFA pour la réalisation de ce 4ème recensement général de la population, sous l'égide du BUCREP.

Pour Philippe Nanga, figure de la société civile camerounaise et coordonnateur de l'ONG Un Monde Avenir, « c'est une cacophonie générale pour un processus qui est capital et touche à la fois les questions politiques, économiques et même sociales. Je l'ai toujours décrié pour les questions électorales. Quand on n'a pas la maîtrise des chiffres, on va dans le mur. On n'est pas capable de contrôler, de suivre, d'effectuer des prévisions, et donc d'anticiper ».

Pour rappel, le recensement général de la population et de l'habitat, couplé cette année du recensement général de l'agriculture et de l'élevage, est le quatrième du genre lancé dans le pays. La dernière opération du genre remonte à 21 ans.

BOZ



« Justice

Samuel Eto'o remporte son match contre le fisc espagnol

Soupçonné de ne pas avoir déclaré correctement tous ses revenus en 2005, quand il était joueur du FC Barcelone, Samuel Eto'o a fini par obtenir gain de cause et a évité une amende de 900 000 euros par l'administration fiscale espagnole.

La bataille juridique a duré vingt-et-un ans. Elle a pris fin, au plus grand soulagement de Samuel Eto'o. Le meilleur buteur (56 buts) de l'histoire de la sélection du Cameroun et ancien attaquant du FC Barcelone, notamment, était embarqué dans une affaire de droits à l'image depuis 2005. L'administration fiscale lui réclamait 900 000 euros, correspondant aux 409 000 euros majorés d'une pénalité.

Pour rappel, les autorités compétentes avaient estimé qu'une partie de l'argent gagné par Samuel Eto'o en 2005 n'avait pas été soumise à son impôt sur le revenu personnel mais avait transité par deux sociétés dans le cadre d'un montage pour payer moins d'impôts.

La Cour nationale ne s'est pas prononcée en faveur d'Eto'o, sur le fond. Mais elle a argué

que le Trésor public avait dépassé le délai d'un an fixé par la loi pour mener la procédure. Le fisc, lui, estimait que le joueur avait retardé la transmission de documents... La justice a tranché et fini par donner raison au quadruple vainqueur de la Ligue des champions.

Cette décision rappelle qu'au-delà des terrains de football, les grandes personnalités font face à de nombreux défis. La persévérance, la détermination et la confiance en la justice permettent parfois de triompher après de longues années de procédure.

Selon les médias espagnols, cette décision rendue le 22 avril 2026 reste néanmoins susceptible d'appel. Mais pour l'instant, l'ancien joueur du Barça obtient une victoire importante dans ce dossier sensible.

Alfred AKASSIMADOU



L'administration fiscale réclamait 900 000 euros à Samuel Eto'o, correspondant aux 409 000 euros majorés d'une pénalité. (Ph: DR)



FIFA



Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



DIASPORAS NEWS

La référence afro-caribéenne

Les dix ambassadeurs de l'Afrique prêts à l'assaut du rêve américain

Du Maroc à la RD Congo, en passant par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le continent rêve d'un nouveau cap historique. Du 11 juin au 19 juillet 2026, les regards de la planète football convergeront vers les États-Unis, le Canada et le Mexique pour la première Coupe du monde de l'histoire à 48 équipes.



Le Maroc abordera cette compétition avec le statut de porte-étendard du football africain (Ph : DR)

Parmi les grandes nouveautés de cette édition, l'Afrique présentera un contingent inédit de dix nations : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cap-Vert, l'Afrique du Sud

et la République Démocratique du Congo. En 1998, l'Afrique envoyait cinq équipes. En 2010 en Afrique du Sud, censée booster la représentation continentale, six équipes. En 2022, cinq encore. En 2026, avec un format élargi à 48 équipes, la Caf a ob-

tenu dix places et ses membres les ont toutes converties. Depuis plusieurs décennies, l'Afrique revendique une place plus importante dans les grandes compétitions internationales. Les performances du Cameroun en 1990, du Sénégal

en 2002, du Ghana en 2010 et surtout du Maroc en 2022, devenu le premier pays africain à atteindre les demi-finales d'une Coupe du monde, ont progressivement changé le regard porté sur le football africain. Jamais le continent n'aura été



FIFA



Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



La référence afro-caribéenne

DIASPORAS NEWS

→ aussi représenté dans la plus prestigieuse compétition du football mondial. Une présence record qui traduit la montée en puissance du football africain et nourrit l'espoir de voir enfin une nation du continent franchir un nouveau palier après l'exploit historique du Maroc, demi-finaliste du Mondial 2022 au Qatar. Au-delà de la quête sportive, cette Coupe du monde constitue un rendez-vous stratégique pour l'avenir du football africain, ses fédérations, ses championnats et ses talents.

DIX NATIONS, DIX AMBITIONS

Le Maroc abordera cette compétition avec le statut de porte-étendard du football africain. Les Lions de l'Atlas ont démontré lors du dernier Mondial qu'ils pouvaient rivaliser avec les meilleures nations du monde. Forts d'une génération talentueuse et expérimentée, ils ambitionnent de confirmer que leur parcours qatari n'était pas un simple exploit.

L'Égypte compte sur son expérience et sur le leadership de son capitaine emblématique, Mohamed Salah, pour retrouver les sommets du football mondial et franchir un cap dans la compétition. L'Algérie, absente lors de la précédente édition, entend renouer avec son statut de place forte du football africain. Les Fennecs disposent d'un effectif capable de bousculer les grandes nations grâce à leur qualité technique et leur maîtrise collective.

Le Sénégal, champion d'Afrique en 2022, demeure l'un des candidats les plus crédibles à un parcours historique. Les Lions de la Teranga possèdent un effectif mature, habitué aux grandes compétitions internationales. La Côte d'Ivoire, championne d'Afrique 2023, arrive avec de nouvelles certitudes. Le sacre continental obtenu à domicile a relancé les ambitions des Éléphants, désormais déterminés à

briller sur la scène mondiale. Le Ghana, quadruple champion d'Afrique, rêve de retrouver les sommets atteints en 2010 lorsqu'il avait échoué aux portes des demi-finales. Le Cap-Vert poursuit sa remarquable progression. Cette nation insulaire, dont le football connaît un développement constant, s'apprête à vivre l'un des plus grands moments de son histoire sportive.

L'Afrique du Sud espère renouer avec son glorieux passé après avoir accueilli avec succès la Coupe du monde 2010 et souhaite redevenir une référence du football continental. Quant à la République Démocratique du Congo, elle revient avec l'ambition de rappeler que son vivier de talents reste l'un des plus riches d'Afrique. Enfin, la Tunisie, habituée des phases finales mondiales, tentera de franchir pour la première fois de son

histoire le cap des huitièmes de finale.

VITRINE MONDIALE POUR TALENTS

La Coupe du monde représente bien plus qu'une compétition sportive. Elle constitue la plus grande plateforme de visibilité pour les joueurs. Plusieurs stars africaines seront particulièrement attendues. Le Marocain Achraf Hakimi devrait encore faire partie des meilleurs latéraux du tournoi. Son influence offensive et son leadership seront déterminants pour les ambitions marocaines.

L'Égyptien Mohamed Salah disputera probablement l'un des derniers grands rendez-vous internationaux de sa carrière avec l'objectif de marquer durablement l'histoire du football africain. Le Sénégal comptera sur Sadio Mané, Pape Matar Sarr et

une nouvelle génération appelée à prendre le relais des cadres historiques.

Du côté ivoirien, les observateurs suivront avec attention, Yan Diomandé, Simon Adingra, révélation de la Can 2024, ainsi que Franck Kessié, dont l'expérience pourrait peser dans les moments décisifs. L'Algérie s'appuiera sur la créativité de Rayan Aït-Nouri et de ses nombreux talents évoluant dans les grands championnats européens. Le Ghana comptera notamment sur Mohammed Kudus, l'un des joueurs africains les plus explosifs de sa génération.

Pour la RDC, Yoane Wissa et Chancel Mbemba symboliseront les ambitions d'une sélection en pleine renaissance. Le Cap-Vert pourra miser sur Ryan Mendes et une génération ambitieuse qui ne cesse de surprendre sur la scène continentale.

DES RETOMBÉES FINANCIÈRES INÉDITES POUR LES FÉDÉRATIONS AFRICAINES

Au-delà de l'enjeu sportif, la Coupe du monde 2026 représente une opportunité économique considérable pour les dix sélections africaines qualifiées. La Fifa a considérablement augmenté les revenus redistribués aux fédérations participantes au cours des dernières éditions. Lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar, l'instance mondiale avait distribué un total de 440 millions de dollars aux équipes participantes. Chaque sélection qualifiée avait reçu une prime de participation de 9 millions de dollars, indépendamment de ses résultats sportifs. Les équipes éliminées en huitièmes de finale avaient perçu 13 millions de dollars, celles qualifiées pour les quarts de finale 17 millions de dollars, tandis que le vainqueur avait

empoché 42 millions de dollars. Pour l'édition 2026, la Fifa a annoncé une enveloppe encore plus importante en raison du passage de 32 à 48 équipes et de l'augmentation des recettes commerciales générées par la compétition. Les estimations évoquent une redistribution qui pourrait dépasser les 500 millions de dollars. Pour les dix représentants africains, une qualification constitue déjà une source de revenus stratégique. Ces ressources permettent de financer les programmes de développement, la formation des jeunes, la modernisation des infrastructures sportives, la professionnalisation des championnats nationaux et le renforcement des équipes techniques. À ces primes directes s'ajoutent les revenus liés aux contrats de

sponsoring, aux partenariats commerciaux, aux droits marketing et à l'exposition médiatique mondiale dont bénéficient les sélections qualifiées. Pour plusieurs fédérations africaines, une présence réussie au Mondial peut générer des retombées économiques bien au-delà de la compétition elle-même. Elle contribue à attirer de nouveaux investisseurs, à renforcer l'attractivité du football local et à soutenir la mise en œuvre de projets structurants pour les années à venir. Ainsi, la Coupe du monde 2026 ne sera pas seulement une bataille sportive pour les nations africaines. Elle constituera également un levier financier majeur capable d'accélérer durablement le développement du football sur le continent.

JCP



FIFA

DIASPORAS NEWS

La référence afro-caribéenne

Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



UN ENJEU ÉCONOMIQUE MAJEUR

Les retombées de cette Coupe du monde dépasseront largement le cadre sportif. La participation au Mondial générera des recettes importantes pour les fédérations grâce aux primes versées par la Fifa, aux contrats de sponsoring et à l'exposition médiatique mondiale. Pour plusieurs pays africains, ces revenus représentent une opportunité unique d'investir dans les infrastructures sportives, la formation des entraîneurs et le développement du football des jeunes.

Les académies africaines, déjà reconnues pour leur capacité à former des talents de classe

mondiale, bénéficieront également d'une visibilité accrue. Les investisseurs, recruteurs et dirigeants de clubs européens observeront avec attention les performances des jeunes joueurs du continent. Chaque Coupe du monde permet traditionnellement l'émergence de nouvelles stars. Le rendez-vous nord-américain pourrait ainsi révéler plusieurs futurs grands noms du football mondial.

CONQUÊTE D'UN NOUVEAU STATUT

Au fil des décennies, l'Afrique a cessé d'être un simple réservoir de talents pour devenir une véritable puissance footballistique.

L'exploit du Maroc en 2022 a changé les perceptions. Désormais, les nations africaines ne veulent plus seulement participer ou créer la surprise. Elles ambitionnent de s'installer durablement parmi les prétendants aux derniers tours de la compétition. La présence de dix représentants constitue une occasion unique de démontrer la progression tactique, technique et organisationnelle du football africain.

Pour la Confédération africaine de Football (Caf), l'objectif est de faire de cette Coupe du monde un argument supplémentaire en faveur d'une plus grande reconnaissance du poids de l'Afrique

dans la gouvernance mondiale du football.

Du 11 juin au 19 juillet 2026, plus des milliers d'Africains vibreront au rythme des performances de leurs représentants. Du Caire à Casablanca, d'Abidjan à Dakar, de Kinshasa à Accra, l'espoir sera immense. Avec dix nations engagées, une génération de joueurs évoluant dans les plus grands clubs du monde et des ambitions plus élevées que jamais, l'Afrique abordera cette Coupe du monde avec la conviction qu'elle peut écrire l'une des plus belles pages de son histoire footballistique.

Jean Christophe Pagni

CE QUE RAPPORTE UNE QUALIFICATION AU MONDIAL 2026

La Coupe du monde 2026 sera également la plus lucrative de l'histoire. La Fifa a annoncé une enveloppe record de 727 millions de dollars destinée aux 48 sélections participantes, soit une hausse de 50 % par rapport au Mondial 2022.

Chaque sélection qualifiée est assurée de recevoir au minimum 10,5 millions de dollars, comprenant la prime de participation et l'aide à la préparation. Avec dix représentants qualifiés, les fédérations africaines pourraient percevoir collectivement plus de 115, 5 millions de dollars dès leur participation au tournoi, sans compter les revenus issus des sponsors, des contrats marketing, des droits télévisés et des partenariats commerciaux.

Ces ressources constituent un levier stratégique pour moderniser les infrastructures sportives, renforcer la formation des jeunes, développer le football féminin et



La Coupe du monde 2026 sera également la plus lucrative de l'histoire (Ph : DR)

professionnaliser davantage les compétitions nationales. Pour plusieurs fédérations africaines, le Mondial 2026 représente ainsi à la fois un défi sportif et une opportunité économique historique capable d'accélérer durablement le développement du football sur le continent.

Les montants officiels annoncés par la Fifa garantissent désormais à chaque sélection qualifiée une somme supérieure à plus de 10 millions de dollars, faisant de la Coupe du monde 2026 la compétition la plus rentable jamais organisée pour les fédérations nationales africaines.

JCP

LES PRIMES FIFA DU MONDIAL 2026

33 ^e à 48 ^e places (phase de groupes)	: 9 millions \$	4 ^e place	: 27 millions \$
Aide à la préparation	: 1,5 million \$	3 ^e place	: 29 millions \$
17 ^e à 32 ^e places	: 11 millions \$	Finaliste	: 33 millions \$
9 ^e à 16 ^e place	: 15 millions \$	Champion du monde	: 50 millions \$
Quarts de finale (5 ^e à 8 ^e place)	: 19 millions \$		



FIFA



Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



La référence afro-caribéenne

DIASPORAS NEWS

Que valent les 10 représentants africains ?

Pour la première fois de son histoire, l'Afrique comptera dix représentants à la Coupe du monde 2026 grâce à l'élargissement du tournoi à 48 équipes. Faut-il espérer des sélections africaines dans cette édition organisée aux États-Unis, au Canada et au Mexique ?

LE MAROC VISE ENCORE PLUS HAUT

Demi-finaliste historique du Mondial 2022, le Maroc arrive avec le statut de locomotive du football africain. Les Lions de l'Atlas participeront à leur septième Coupe du monde après les éditions 1970, 1986, 1994, 1998, 2018 et 2022. Placés dans le groupe C avec le Brésil, l'Écosse et Haïti, les Marocains devront rapidement confirmer leur nouveau statut international. Avec Achraf Hakimi, Yassine Bounou, Brahim Diaz ou encore Sofyan Amrabat, le Maroc possède l'un des effectifs africains les plus complets du tournoi.



Les Requins bleus découvriront la Coupe du monde de football. (Ph: DR)

UN SÉNÉGAL AUX DENTS LONGUES

Le Sénégal disputera sa quatrième Coupe du monde après 2002, 2018 et 2022. Les Lions de la Teranga restent marqués par leur parcours jusqu'en quarts de finale en 2002. Dans le groupe I, les Sénégalais affronteront les Irakiens, la Norvège et la France. Une poule équilibrée où les hommes de Sadio Mané peuvent viser les huitièmes de finale. Kalidou Koulibaly, Nicolas Jackson et Ismaïla Sarr seront également très attendus.

Curaçao. Un groupe relevé mais accessible pour une équipe ambitieuse. Yahia Fofana, Franck Kessié, Simon Adingra et Elie Wayi devront porter les Ivoiriens vers une qualification historique en phase finale.

LA CÔTE D'IVOIRE RÊVE D'ACCÉDER AU SECOND TOUR

La Côte d'Ivoire d'Emerse Faé participera à sa quatrième Coupe du monde après 2006, 2010 et 2014. Les Éléphants évolueront dans le groupe E avec l'Équateur, l'Allemagne et

LES PHARAONS EN MISSION

L'Égypte disputera sa quatrième Coupe du monde après 1934, 1990 et 2018. Les Pharaons n'ont encore jamais réussi à dépasser la phase de groupes. Dans le groupe G où ils sont logés, ils affronteront la Belgique, l'Iran et la Nouvelle-Zélande. Toute l'attention sera tournée vers Mohamed Salah, principal espoir d'une sélection égypt-

tienne et accompagné par ses lieutenants comme Omar Marmoush ou encore Ahmed Zizo, qui rêvent enfin d'un grand parcours mondial.

LE RETOUR DES FENNECS D'ALGÉRIE

Absente du Mondial 2022, l'Algérie retrouvera la compétition pour une cinquième participation après 1982, 1986, 2010 et 2014. Les Fennecs seront opposés à l'Argentine, à l'Autriche et à la Jordanie dans le groupe J. Riyad Mahrez, Ismaël Bennacer, Amine Gouiri et Houssem Aouar tenteront de ramener l'Algérie en huitièmes de finale, comme en 2014 au Brésil.

LE GHANA ENTRE DOUTES ET ESPOIRS

Le Ghana participera à sa cinquième Coupe du monde après 2006, 2010, 2014 et 2022. Les Black Stars évolueront dans le groupe L avec l'Angleterre, la Croatie et le Panama. Antoine Semenyo, Jordan Ayew et Inaki Williams permettront-ils au Ghana de retrouver son niveau affiché lors du Mondial 2010, où les Ghanéens avaient atteint les quarts de finale ? Pas sûr...

LA RD CONGO VEUT FRAPPER UN GRAND COUP

La République démocratique du Congo retrouvera enfin la Coupe du monde pour la première



FIFA

DIASPORAS NEWS

La référence afro-caribéenne

Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



fois depuis 1974, à l'époque du Zaïre. Les Léopards évolueront dans le groupe K avec l'Ouzbékistan, la Colombie et le Portugal. Avec Chancel Mbemba, Arthur Masuaku, Cédric Bakambu et Aaron Wan-Bissaka, les poulains de Sébastien Desabre espèrent réussir leur retour sur la scène mondiale après plus de cinquante ans d'absence.

LA TUNISIE ESPÈRE PASSER UN CAP HISTORIQUE

La Tunisie jouera sa septième Coupe du monde après 1978, 1998, 2002, 2006, 2018 et 2022. Les Aigles de Carthage seront opposés à la Suède, au Japon et aux Pays-Bas dans le groupe F. Avec Hannibal Mejbri, Ellyes Skhiri et Youssef Msakni, les Tunisiens espèrent enfin dépasser le premier tour pour la première fois de leur histoire.

4È PARTICIPATION POUR LES BAFANA BAFANA

L'Afrique du Sud retrouvera la Coupe du monde pour la quatrième fois après les éditions 1998, 2002 et 2010. Les Bafana Bafana évolueront dans le groupe A avec les Mexicains, la Corée du Sud et la Tchéquie. Teboho Mokoena, Lyle Foster et autres Ronwen Williams seront les principales armes d'une équipe sud-africaine qui tentera de créer la surprise.

UNE PREMIÈRE HISTORIQUE POUR LE CAP-VERT !

Le Cap-Vert disputera la première Coupe du monde de son histoire. Une qualification déjà considérée comme un immense exploit pour les Requins Bleus. Les Cap-Verdiens évolueront dans le groupe H avec l'Espagne, l'Uruguay et l'Arabie saoudite. Ryan Mendes, Deroy Duarte, Bebe et Kevin Pina seront les joueurs à suivre dans cette aventure historique.

Guy-Florentin Yameogo

LES 7 JOUEURS À SUIVRE...

Ronaldo, Messi, Neymar, Modric, Saka, Mbappé, Yamal... les légendes et la nouvelle génération se donnent rendez-vous au Mondial 2026. Qui sera la révélation ?

UN DERNIER TOUR DE PISTE POUR CRISTIANO RONALDO



Lorsque le coup d'envoi sera donné, les fans assisteront à la dernière apparition de Cristiano Ronaldo lors du plus grand événement footballistique de la planète. Agé de 41 ans, le Portugais se prépare à prendre sa retraite internationale. Son parcours, de la Coupe du monde 2006 en Allemagne à celle de 2026 en Amérique du Nord, témoigne de l'extraordinaire persévérance du meilleur buteur de l'histoire des sélections nationales (143 buts).

ADIEU MÉMORABLE POUR LIONEL MESSI ?



Tous les regards seront également tournés vers Lionel Messi, la star incontestée de l'Albiceleste. À 38 ans, l'attaquant de l'Inter Miami participera à la Coupe du Monde pour la sixième fois consécutive, et ce sera sa dernière. Après avoir remporté la Coupe du Monde au Qatar en 2022, le capitaine argentin n'avait plus la pression de faire ses preuves. Avec 26 participations à la Coupe du Monde (un record), M10 a inscrit 13 buts, à seulement trois unités du record de Miroslav Klose. Si

l'attaquant né en 1987 parvient à dépasser ce record, le tournoi de cet été en Amérique du Nord constituera un adieu mémorable au meilleur buteur de l'histoire de l'Argentine.

NEYMAR, LA SYMPHONIE INACHEVÉE



Les supporters brésiliens suivent avec anxiété le rétablissement de Neymar. Ces deux dernières années, une série de blessures a considérablement perturbé la carrière internationale de l'attaquant du Santos FC. Même après avoir été convoqué pour la première fois en équipe nationale brésilienne sous les ordres de Carlo Ancelotti, Neymar n'est toujours pas au meilleur de sa forme physique et pourrait manquer les deux premiers matches.

À 34 ans, bien plus jeune que Messi et Ronaldo, Neymar souffre d'un manque d'endurance physique. Il lui sera donc difficile de continuer à jouer au plus haut niveau et de participer à la Coupe du monde dans les quatre prochaines années. Par conséquent, la Coupe du monde 2026 sera très probablement la dernière pour le joueur né en 1992.

LUKA MODRIC, LE VIEUX LION





FIFA



Coupe du monde FIFA 2026

Du 11 juin au 19 juillet 2026 / USA - Canada - Mexique



La référence afro-caribéenne

DIASPORAS NEWS

Luka Modric, qui s'apprête à fêter ses 41 ans, donnera le meilleur de lui-même pour l'équipe nationale croate lors de ce qui sera son dernier tournoi. Le talent de l'ancien milieu de terrain du Real Madrid a permis à la Croatie de décrocher la deuxième place en 2018 et la troisième en 2022, transformant ainsi cette nation européenne d'une équipe de milieu de tableau en une puissance mondiale.

KYLIAN MBAPPÉ PLUS MOTIVÉ QUE JAMAIS



Pour Kylian Mbappé (27 ans), la Coupe du monde 2026 représente un levier majeur dans la course au Ballon d'Or. Le tournoi reste l'un des événements les plus déterminants

dans l'attribution du trophée individuel. Un parcours fort avec l'équipe de France, combiné à des performances décisives dans les phases à élimination directe, peut peser davantage qu'une saison de club réussie.

LAMINE YAMAL, LE PRODIGE ESPAGNOL



Touché au biceps fémoral, le jeune gaucher de 18 ans, l'une des stars les plus attendues du Mondial nord-américain, a suivi un traitement conservateur (sans opération) pour être remis à temps pour le premier match de l'Espagne dans le tournoi, programmé le 15 juin face au Cap-Vert. Déjà gêné en début de saison par une pubalgie, Lamine Yamal, 2e du Ballon d'Or la saison dernière, a pris

une nouvelle dimension cette saison avec le géant catalan, dont il est le meilleur buteur et meilleur passeur, avec 24 réalisations et 20 passes décisives toutes compétitions confondues.

BUKAYO SAKA, L'ÉTOILE ANGLAISE



La star d'Arsenal, fraîchement sacrée champion d'Angleterre a hâte de disputer sa deuxième Coupe du monde. Sa vivacité, sa vitesse, sa capacité d'élimination et sa créativité dans le dernier tiers font de Bukayo Saka (24 ans) un élément redoutable pour les adversaires des Trois Lions, d'autant plus qu'il n'est pas avare en efforts défensifs.

GFY

POULES DU MONDIAL 2026

Groupe A Mexique Afrique du Sud République Corée Barrages UEFA D	Groupe B Canada Barrages UEFA A Qatar Suisse	Groupe C Brésil Maroc Haïti Écosse	Groupe D États-Unis Paraguay Australie Barrages UEFA C	Groupe E Allemagne Curaçao Côte d'Ivoire Équateur	Groupe F Pays-Bas Japon Barrages UEFA C Tunisie
Groupe G Belgique Égypte RI Iran Nouvelle-Zélande	Groupe H Espagne Cap-Vert Arabie Saoudite Uruguay	Groupe I France Sénégal Barrages FIFA 2 Norvège	Groupe J Argentine Algérie Autriche Jordanie	Groupe K Portugal Barrages FIFA 1 Ouzbékistan Colombie	Groupe L Angleterre Croatie Ghana Panamà

1E vs 3-
1I vs 3-
2A vs 2B
1F vs 2C

2K vs 2L
1H vs 2J
1D vs 3-
1G vs 3-

1C vs 2F
2E vs 2I
1A vs 3-
1L vs 3-

1J vs 2H
2D vs 2G
1B vs 3-
1K vs 3-





SPORT » Congo-Brazzaville

La cavale continue pour Blaise Mayolas

Ancien président de la Fédération congolaise de football, Jean-Guy Blaise Mayolas (63 ans) a été condamné le 10 mars 2026 à la prison à perpétuité pour avoir détourné plus d'un million d'euros issus de financements de la FIFA. Problème ? Il est toujours introuvable.

La cavale se poursuit pour l'ancien patron du football congolais. Jean-Guy Blaise Mayolas, reconnu le 10 mars 2026 coupable de blanchiment d'argent, faux et usage faux et détournement de fonds par la cour criminelle de Brazzaville, demeure introuvable.

Absent à son procès, il a été condamné à la prison à perpétuité, tout comme plusieurs de ses proches parmi lesquels son fils Lionel Mayolas. Le secrétaire général de la Fecofoot, Badji Mombo Wantete, ainsi que son trésorier, Raoul Kanda, ont été quant à eux condamnés à 5 ans de prison.

Jean-Guy Blaise Mayolas a détourné 1,1 million d'euros de financements reçus par la Fecofoot de la part de la FIFA. Cette somme inclut notamment une « demande de subvention pour le football féminin » à hauteur de 500 000 dollars (environ 429 000 euros), réalisée en 2020 dans le cadre du programme d'aide de la FIFA contre la Covid-19. Les engagements pris par la Fédération congolaise pour l'usage de cette enveloppe, comme la création de championnats et l'amélioration des infrastructures sportives, n'ont jamais été tenus.

La Fecofoot avait déjà connu des déboires judiciaires lorsqu'elle avait été suspendue par la FIFA en 2025 pour ingérence, après la révocation de Mayolas par le gouvernement congolais en septembre 2024. « La Fecofoot est suspendue avec effet immédiat en raison de l'ingérence de tierces parties dans les affaires de la Fédération, une situation



L'ex-patron du football congolais « aurait fui le pays » avec sa femme et son fils. (Ph: DR)

particulièrement grave qui va à l'encontre des obligations de la FIFA », avait déclaré l'instance dans un communiqué le 5 février 2025.

L'équipe nationale avait alors dû déclarer forfait pour ses deux matches de qualifications pour la Coupe du monde 2026 contre la Zambie et la Tanzanie, avant que la FIFA ne lève la suspension le 14 mai 2025.

Du temps de Sepp Blatter, patron du foot mondial de 1998 à 2015, ces programmes de développement nationaux s'appelaient « Programme Goal ». Sous

Infantino, ils ont pris le nom de « Fifa Forward ». Mais le principe est le même et l'opacité dans laquelle cet argent est dépensé alimente souvent les rubriques à scandales. « L'affaire Mayolas », du nom de l'ancien président de la Fédération congolaise de football (Fecofoot), révélée par le quotidien britannique The Guardian, en est une bonne illustration.

Nouveau rebondissement dans le feuilleton qui empoisonne le football congolais depuis près de deux ans. Selon le quotidien britannique The Guardian, les autorités du Congo-Brazzaville

ont récemment demandé à Interpol l'émission d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de Jean-Guy Blaise Mayolas, l'ancien président de la Fédération congolaise de football (Fecofoot).

Démis de ses fonctions en septembre 2024 par le ministère des sports sur fond d'accusations de mauvaise gestion financière, l'ex-patron du football congolais « aurait fui le pays » avec sa femme et son fils « plusieurs semaines » avant d'« avoir été reconnu coupable. »

KM



Objectif CAN 2027 pour Anthony Da Silva à la tête des Aigles

Le Mali tient son nouveau sélectionneur. Anthony Da Silva a été nommé, le 5 juin 2026. Depuis le départ du Belge Tom Saintfiet fin avril 2026, ayant conduit les Aigles jusqu'en quart de finale lors de la dernière CAN, l'intérim à la tête de la sélection était assuré par Alou Badra Diallo.

Un Franco-Portugais remplace un Belge à la tête des Aigles du Mali. La Fédération malienne de football a en effet nommé le 5 juin 2026 Anthony Da Silva.

Depuis le départ de Tom Saintfiet fin avril 2026, ayant conduit les Aigles jusqu'en quart de finale lors de la dernière CAN, l'intérim à la tête de la sélection était assuré par Alou Badra Diallo.

Formé au PSG et connu depuis longtemps sous le surnom de « Tony », ce natif du Creusot (Saône-et-Loire) a fait carrière comme latéral droit, portant notamment les couleurs de Guimaraes et du CFR Cluj avant de devenir entraîneur. Il connaît le football africain depuis un passage formateur au Cameroun en tant qu'assistant de Toni Conceição (2019-2022) aux commandes des Lions Indomptables et s'était aussi porté candidat au poste de sélectionneur du Gabon, toujours vacant à ce jour.

Rapidement reconverti sur le banc après sa retraite en 2015, il a entraîné au Portugal et en Roumanie, avec un premier bref passage dans une autre sélection africaine, le Cameroun, en tant qu'analyste vidéo et adjoint de 2019 à 2022. Cette arrivée à la tête du Mali sera sa première véritable expérience à la tête d'une sélection.

« Répondant pleinement aux principaux critères techniques définis par la commission ad hoc et ayant présenté un dos-



Anthony Da Silva aura pour objectif de qualifier le pays pour la prochaine CAN, programmée en 2027 au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. (Ph : DR)

sier particulièrement convaincant, Monsieur Anthony Da Silva a été retenu pour répondre à un triple impératif : la rénovation, la performance et le travail dans la durée », indique la Fémafoot dans un communiqué partagé sur les réseaux sociaux. Cette nomination marque le début de la présidence de

Mahazou Baba Cisset, élu pour un mandat de quatre ans. Le nouveau sélectionneur, qui sera assisté, dicit la Fédération, « par un adjoint malien dont les compétences ainsi que les performances sportives, tant sur le plan national qu'africain, sont reconnues et avérées », aura pour objectif le plus immédiat

de qualifier le pays pour la prochaine CAN, programmée en 2027 au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. Le tirage des éliminatoires, effectué le 19 mai dernier, a placé les Aigles dans le groupe K, aux côtés du Cap-Vert, du Rwanda et du Liberia.

GFY

Juliana Lumumba : « J'ai appris le Français en Egypte... »

Candidate au secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La fille de l'icône africaine Patrice Lumumba était en campagne à Paris pour quelques jours. L'occasion pour elle de justifier sa candidature et de dévoiler ses ambitions avant le rendez-vous de la mi-novembre face à Louise Mushikiwabo.

« Je me suis portée candidate car c'est d'abord un challenge énorme. Quand on regarde mon parcours, je suis partie à cinq ans. Le français, je ne l'ai pas appris en France ni en Belgique... », commence par expliquer la Congolaise Juliana Lumumba, ancienne ministre de la Culture et candidate au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Avant de nous révéler où elle a appris la langue française. « Je l'ai apprise en Égypte parce que nous avons été exfiltrés quelques mois avant l'assassinat de mon père. À l'époque, mon père savait déjà qu'il allait être assassiné. Il a demandé à ses amis, ses pairs (d'abord à Sékou Touré), un lieu pour protéger sa femme et ses enfants, pour qu'ils soient en sécurité. Il avait demandé à Sékou Touré, qui lui a répondu : « Mon frère, chez moi, ce n'est pas vraiment le meilleur lieu. » Il a demandé à Kwame Nkrumah, qui lui a donné la même réponse et avait ajouté : « Écoutez, on pense que la meilleure solution, c'est l'Égypte de Gamal Abdel Nasser. » Ils ont demandé au président de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser, qui a accepté immédiatement. Mon père aussi. Ce qui est extraordinaire, c'est que les deux hommes ne s'étaient jamais vus mais se connaissaient parce qu'ils avaient les mêmes valeurs de solidarité, de panafricanisme, de souveraineté nationale, de justice et de dignité africaine. Ce sont ces valeurs dont je suis le produit ». Et de préciser sur le plateau de Radio France internationale : « Nous avons



Juliana Lumumba : « Madame Louise Mushikiwabo a fait deux mandats. Elle est venue par engagement ». (Ph : DR)

été exfiltrés par l'armée égyptienne. Comme ils étaient onusiens à l'époque, ils avaient fait des vrais faux passeports. Mon frère aîné, François, était Tarek, Patrice était Omar et moi j'étais Fatmah. Nous étions les enfants de l'ambassadeur Abdelaziz Aichane, venu au Congo pour ouvrir la première ambassade de l'Égypte. Nous avions des faux passeports comme ses enfants. C'est ainsi que nous sommes arrivés en Égypte. En même temps, cela va vous sembler extraordinaire, on nous a mis dans des écoles françaises parce qu'on devait rentrer un jour chez nous. Vous savez que l'Égypte n'était pas francophone à l'époque. La famille dans laquelle nous avons vécu, avec mes frères et mes sœurs, était musulmane.

Nous étions chrétiens et on nous amenait à la messe tous les dimanches. Nous étions comme les enfants adoptifs du président Gamal Abdel Nasser. Je l'appelais oncle. Quand on nageait, il me portait sur ses épaules. On a surtout appris le respect de la culture de l'autre, le respect de l'identité de l'autre. Cette solidarité a existé. Cette fraternité existait. Cette unité existait. Je suis le produit de tout cela. J'y crois ».

Juliana Lumumba qui affrontera la Rwandaise Mushikiwabo Louise (actuelle secrétaire générale de l'OIF) se veut confiante : « J'arrive avec ces valeurs qui étaient aussi les valeurs à l'origine de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ». « Madame Louise Mushikiwabo

a fait deux mandats. Elle est venue par engagement. Je respecte son travail. Moi, j'appelle à une refondation de la francophonie, à une redynamisation de la francophonie, plus proche des gens. Que cette francophonie ne devienne pas seulement une francophonie des élites. C'est-à-dire que l'on allège un peu la bureaucratie, que l'on sorte de la bureaucratie », a-t-elle répondu à la question de savoir ce qui ferait d'elle une meilleure secrétaire générale de l'OIF par rapport à Louise Mushikiwabo.

Celle qui enchaîne les déplacements dans le monde pour sa candidature à la tête de l'OIF a des ambitions claires. Elle souhaite s'appuyer sur la jeunesse et espère être élue à la mi-novembre 2026 : « Je viens d'un pays où 60 % de la population a moins de 25 ans. L'éducation est en français, l'enseignement est en français. Que veulent-ils ? C'est quand même la génération Z, la génération du numérique et du digital. Ils veulent faire partie du développement de leur pays. On doit réduire la fracture numérique, on doit former ces jeunes. Cette fracture numérique, on va la réduire aussi par le numérique. Ce qui est le plus important, c'est l'éducation. On commence par l'éducation, sinon on ne peut pas se développer et aller plus loin. La jeunesse, c'est aujourd'hui, pas demain. Si on veut défendre et promouvoir le français demain, on doit le défendre aujourd'hui par un levier économique. Pour moi, c'est avec les industries culturelles et créatives que nous pouvons y arriver ».

MIB

Restitution de biens culturels « CULTURE

Bordeaux refuse un legs d'objets d'art africains

La Ville de Bordeaux a officiellement refusé le 1er juin 2026 un legs de 53 objets d'art africains pour les restituer à leurs pays d'origine. Cette collection, léguée par une ancienne sage-femme décédée en 2022, comprend des pièces du Gabon, Nigeria, Niger, Côte d'Ivoire, RDC, Burkina Faso et Togo.



La décision de la Mairie de Bordeaux vise à promouvoir une « politique muséale responsable » dans le respect des principes de coopération internationale. (Ph : DR)

La ville de Bordeaux, qui s'était vu léguer par testament une collection, a décidé de refuser l'héritage. Elle a refusé officiellement, le 1er juin 2026, un legs privé de 53 biens culturels originaires de sept pays africains, principalement du Gabon, qui est en passe de récupérer les siens. Une ancienne sage-femme (Marie-Thérèse Petit) ayant exercé dans certains de ces pays, décédée en 2022, avait légué à la municipalité sa collection composée d'objets d'art et d'un lot de bijoux et accessoires touaregs, estimés au total à 30 810 €. En effet, cette dernière, née Deleigne, était sage-femme. Avec son époux Jacques Petit,

chirurgien, elle a vécu au Togo, au Gabon et au Niger de 1947 à 1982 avant de rentrer en France. Les objets d'art qu'elle a amassés sont originaires de ces pays ou encore de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Togo et de la République démocratique du Congo (RDC). Ces biens sont conservés depuis au Musée d'Aquitaine. L'ancienne municipalité écologiste avait engagé des discussions avec le musée national des Arts, Rites et Traditions à Libreville, qui a confirmé en 2023 sa volonté de récupérer 33 pièces venant du Gabon. La Côte d'Ivoire (7 biens) et le Nigeria (13 biens) ont aussi manifesté leur intérêt et les quatre autres pays auront deux ans pour

le faire selon la délibération votée. « La Ville de Bordeaux souhaite promouvoir une politique muséale responsable, éthique et concertée, dans le respect des droits culturels et des principes de coopération internationale », a déclaré le maire Renaissance de Bordeaux, Thomas Cazenave, élu en mars 2026. « Le rôle d'un musée au XXIe siècle n'est pas seulement de conserver mais aussi de dialoguer, de partager, de transmettre ». Pour récupérer lesdits biens, les pays concernés devront engager des démarches auprès du notaire en charge de la succession de Marie-Thérèse Petit. Rappelons que depuis le 7 mai 2026, le Parlement a adopté une loi-cadre facilitant les res-

titutions d'œuvres pillées durant la colonisation française, réclamées depuis des années en Afrique, concrétisant une promesse faite par le président Emmanuel Macron à Ouagadougou en 2017. Depuis, les restitutions sont restées rares : en 2020, 26 trésors d'Abomey avaient été rendus au Bénin et le sabre d'El Hadj Omar au Sénégal, et en février, un « tambour parleur » l'a été à la Côte d'Ivoire. La loi adoptée devrait permettre d'en faciliter de nouvelles. Le refus du legs à Bordeaux ne s'inscrit pas dans ce cadre.

BOZ

GASTRONOMIE » ATTIÉKÉ POISSON

Pour 4 personnes

INGREDIENTS

2 dorades (chinchard ou tilapia)

1 sachet d'attiéké / semouled
de manioc (ou 800g)
2 oignons

1 poivron vert
4 à 5 tomates fraîches
Huile d'arachide

2 cubes de bouillon
(épices-oignons)
Farine pour friture

25 cl de vinaigre, moutarde
1 concombre
Sel, poivre

PREPARATION

1/ Pour le poisson

Ecaillez et videz les poissons, éliminez les têtes (facultatif), lavez-les bien.

Incisez-les en oblique des deux côtés tous les deux centimètres environ Salez, poivrez-les puis farinez-les légèrement juste avant la friture (vous pouvez mettre de l'ail, du gingembre selon les goûts).

Dans une grande poêle, faites bien chauffer l'huile, puis mettez-y le poisson à frire sur une face puis sur l'autre. Réservez sur du papier absorbant.

2/ Pour la sauce

Epluchez et émincez les oignons. Lavez, égrainez et émincez le poivron. Epépinez et émincez les tomates. Epluchez et émincez également le concombre. Mélangez le tout dans un saladier, ajoutez les cubes de bouillon, la cuillerée à café de moutarde, le poivre, le sel (très peu), l'huile et le vinaigre.



Mélangez bien le tout puis laissez au frais pendant 20 à 30 minutes avant de servir.

3/ Pour l'attiéké

Déposez l'attiéké dans un saladier, aspergez d'un peu d'eau froide et remuez un peu du bout des doigts. Transvasez-la dans le haut d'un couscoussier. Remplissez le couscoussier aux trois-quarts d'eau et portez à ébullition 10 minutes.

Servez chaud avec de la purée de piment frais pour les amateurs.

De vous à moi

Recette populaire Ivoirienne. Elle est aussi bien présente chez les petites commerçantes aux abords des marchés que dans les « maquis » et les grands restaurants. Il existe plusieurs variantes de ce plat mais le goût est toujours là.

MettBon appétit.

Danielle EBENGU

RETROUVEZ LE NUMÉRO 628 D'AMINA mag



EN COVER DE NOTRE NUMÉRO, LA DIVA BÉNINOISE ANGÉLIQUE KIDJO QUI NOUS PARLE DE SON NOUVEL OPUS «HOPE», QUI REND HOMMAGE À SA MÈRE. ALORS QUE L'ÉTÉ SE PROFILE À L'HORIZON, ON EN PROFITE POUR FAIRE LE CHOIX D'UN NOUVEAU MAILLOT. RETROUVEZ DANS NOS PAGES CELUI QUE VOUS PORTEREZ BIENTÔT...

AU SOMMAIRE D'AMINA, DE LA BEAUTÉ AVEC OCÉANE DASSÉ ET LEILA LOPES, DE LA CULTURE AVEC FATOU DIOMANDÉ, ALEXIS ONESTAS, SOKHNA D.B NDAO, ANGELA AQUEREBURU, ELOÏSHA, SAMANTHA BIFFOT, EME-RAUDE, MAGLOIRE, AMEL BAKKAR, MÉLISSA LAVEAUX ET NAWEL BEN KRAÏEM.

SIKOU NIAKATÉ, NOTRE HOMME DU MOIS, NOUS PROPOSE DE RÉINVENTER LA MASCULINITÉ. NATHALIE MASUMBUKO NOUS INVITE À RÉCONCILIER LE CORPS, LA CULTURE ET L'ÉCOUTE DE SOI. SAVEZ-VOUS CE QU'EST LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR ? ON VOUS DIT TOUT À TRAVERS LE PARCOURS DE PERSONNALITÉS QUI ONT DOUTÉ D'ELLES-MÊMES.

DANS LE NUMÉRO ÉGALEMENT DÉCOUVREZ LES SUCCESS STORIES DE FLORIANE FOSSO THIÉBLIN ET MAYA RINALDY. TRÈS BELLE LECTURE !

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT
Rejoignez-nous !



Recevoir
 directement
 votre magazine
 chez vous

Restez informé

Flashez-moi



ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

* Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

* Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

* Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT

des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.

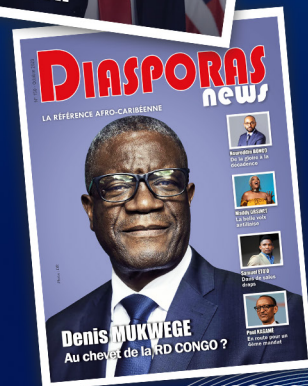
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



100 000
exemplaires

Pour tout renseignement

  DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66